



La répression N'ARRÊTERA PAS la contestation de l'action du gouvernement !!

Une fois de plus, la journée du 24 mars 2016 a été émaillée de provocations et de violences policières inadmissibles à l'encontre des lycéens et des étudiants mais aussi contre des syndicalistes, et notamment des camarades de la CGT.

À Lyon, place Guichard, vers 16h, les gendarmes mobiles secondés par des agents de la BAC ont chargé les manifestants et ont procédé au hasard à des arrestations.

À Paris des vidéos montrent, devant le lycée Bergson, des lycéens brutalisés par des policiers et surtout un élève, tenu par deux policiers, frappé directement au visage d'un coup de poing violent par un troisième.

À Besançon, après la mise en garde-à-vue d'un étudiant, des jeunes accompagnés de militants CGT sont allés manifester pacifiquement devant le commissariat. La police a violemment réprimé le rassemblement pacifique à coups de gaz lacrymogènes. Des manifestants, dont le secrétaire de l'Union Départementale CGT du Doubs et un camarade de la CGT FERC Sup, enseignant à l'Université de Franche-Comté, ont été arrêtés et placés en garde-à-vue.

Ces nouvelles violences policières doivent être resituées dans la continuité de la montée répressive du gouvernement, comme on a déjà pu le constater le 17 mars. Cette répression et ces provocations inacceptables visent à briser l'élan de la jeunesse mobilisée contre la loi Travail. La jeunesse n'est pas dupe. Elle comprend bien que les réformes portées par ce gouvernement n'ont pas pour but de leur faciliter l'entrée dans la vie professionnelle mais bien de préparer leurs conditions de travailleuses et travailleurs totalement assujettis aux exigences du patronat et du capital.

Ces actes de brutalité policière, attestés pour certains par une captation directe sur le vif par les caméras, ne sont qu'une expression de la répression généralisée de l'action syndicale dont sont victimes les militants syndicaux (comme à Air France, à Good Year...) dans leur lutte contre la stratégie du chaos social organisé par les forces du capital.

La CGT FERC Sup dénonce et condamne toutes les formes de répression et de violences policières, absolument injustifiables et qui n'ont pour autre but que de vouloir intimider en vain les étudiants et les travailleurs déterminés à exprimer, dans la légalité, leur refus légitime des projets funestes de régression sociale ourdis par le MEDEF et le gouvernement à sa solde.

La CGT FERC Sup exige la libération immédiate de tous les manifestants ou militants interpellés ainsi que l'abandon de toutes les poursuites engagées à leur encontre.

Montreuil, le 25 mars 2016